

Et maintenant ? On continue !

La journée de grève et de manifestation du 18 septembre a amplifié le succès de celle du 10 septembre, avec plus d'un million de manifestants et des actions de toutes sortes (blocages, piquets de grève, assemblées générales, etc.). Quelles en seront les suites ?

Les ministres passent, le programme reste

Lecornu continue à vouloir nous faire payer la « dette » : 44 milliards d'économies ? 25 milliards ? Cela dépendra du rapport de force. Mais dans tous les cas, ce sera en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, en sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... En concertation avec le grand patronat pour continuer à financer les marchands de mort, Dassault, Safran, Thalès, à offrir chaque année 270 milliards de subventions et exonérations et à engraisser les actionnaires des grandes entreprises.

Battre le fer tant qu'il est chaud...

Face à la déclaration de guerre aux classes populaires que représente le projet de budget, l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a sorti les confédérations syndicales de leur léthargie. La journée du 18 septembre a été un succès encore plus important, avec des taux de grève que l'on n'avait pas vus depuis longtemps, comme dans les transports, et beaucoup de jeunes dans les manifestations.

Mais que proposent les organisations syndicales pour faire suite à ce succès ? Un « ultimatum » creux, qui revient à renvoyer la balle à Lecornu. De leur côté, le Parti socialiste, les Écologistes et le Parti communiste français acceptent de discuter avec lui afin de négocier les sacrifices qu'ils voudraient nous imposer. La France insoumise, elle, refuse de le rencontrer, et, au lendemain du 10, avait appelé à poursuivre le mouvement... mais en donnant pour perspective la destitution de Macron, c'est-à-dire un retour aux arcanes institutionnels. Mais pour stopper la politique patronale, pour renverser la vapeur, il faudra bien plus qu'un simple départ de Macron, bien plus même qu'un simple changement de la Constitution. Il faudra s'en prendre au pouvoir des patrons de nous exploiter et à cette classe bourgeoise

qui ne manque jamais de politiciens pour la servir et nous écraser.

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faudra les y contraindre en bloquant l'économie par la grève, et pas seulement quelques journées de grèves réussies : nous l'avons vu en 2023 avec le mouvement contre la casse des retraites. Il faut une grève qui s'étende dans tous les milieux de travail et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

... en forgeant nos revendications

Un tel mouvement ne peut se contenter de la revendication d'un « meilleur budget », ou de « conditions » au pillage de centaines de milliards d'euros de nos impôts par les grandes entreprises ! Qui ferait grève pour taxer à 2 % des fortunes multipliées par quatre depuis le Covid ? Ou pour « geler » l'éloignement de la retraite à 63 ans au lieu de 64 ?

Pour que des millions de travailleurs risquent leur paie, et, pour les plus précaires, leur emploi, il faut que le jeu en vaille la chandelle : des augmentations de salaire qui repoussent les fins de mois du 15 au 30, des embauches qui mettent fin aux cadences infernales, et bien d'autres choses encore. C'est de nos vies qu'il s'agit : personne n'est mieux placé que nous pour savoir ce dont nous avons besoin. C'est à nous de déterminer nos revendications.

Saisissons l'occasion pour en discuter dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, en construire les étapes. Des dizaines de grèves ont éclaté ces deux dernières semaines. Dans chacune d'elle se joue un peu du rapport de force entre nous, le monde du travail, et nos ennemis, les capitalistes. Mais pour que nous l'emportions, il faudra frapper ensemble, aller vers une grève générale, seule à même de vraiment « tout bloquer » !

Une mobilisation nécessaire

Le CHN manque toujours de personnel. Beaucoup de soignants quittent l'hôpital. L'absentéisme augmente en raison des mauvaises conditions de travail. La direction compense par les heures supplémentaires, plus de 11 000 l'année dernière. Ce qu'il faut, ce sont des moyens pour former plus de professionnels, des salaires plus importants et de meilleures conditions de travail, bref, une vraie politique pour les services publics. Avec un nouveau blocage de salaire et une réduction des budgets prévue par le gouvernement, la situation des hôpitaux n'est pas près de s'améliorer. Seule notre mobilisation pourra imposer d'autres choix.

Le triste état de la psychiatrie

Dans les CMP nous recevons des patients atteints de pathologies graves. Oui mais voilà, le manque de médecins et de psychologues fait que nous ne pouvons pas les orienter vers un vrai parcours de soins. Les listes d'attente sont interminables, deux ans pour des psychologues et plusieurs mois, jusqu'à un an, pour des médecins. Dans les services enfants la situation est toute aussi alarmante avec dix-huit mois d'attente.

Au PPA aussi la situation est intenable

Le PPA manque de médecins. Un seul est en place pour trois structures et une équipe mobile. Les bâtiments, qui datent de 1968, ne sont plus adaptés. Chambres double, deux salles de bains pour 23 patients. Les équipes s'épuisent.

Police des frontières... ou des naufrages ?

Selon *Le Monde* et le média d'investigation *Lighthouse Reports*, la police aux frontières (PAF) de Mayotte est responsable de nombreux naufrages de bateaux transportant des migrants venus des autres îles des Comores, provoquant blessures et noyades.

Des rescapés témoignent du fait que les vedettes de la PAF entrent volontairement en collision avec les embarcations pour les faire chavirer. En 2019, un jeune homme tombé à l'eau a eu les jambes déchiquetées par les hélices du navire de la police. Il a dû être amputé. À ce jour, l'enquête est au point mort, comme toutes celles ouvertes suite à ces collisions volontaires. À 8 000 kilomètres de l'Hexagone, la police tue et mutile en toute impunité.

Enquête ouverte après la vidéo d'une femme tabassée par la police

Le parquet de Marseille a annoncé l'ouverture d'une enquête après la diffusion d'images sur les réseaux sociaux montrant une jeune femme

violemment frappée par des policiers le 18 septembre. L'enquête a été ouverte « pour violence ayant entraîné une incapacité de travail inférieure à huit jours, commise par une personne dépositaire de l'autorité publique en réunion ».

On sait par avance (et par habitude) que les policiers vont déclarer que la vidéo est biaisée, que ce sont eux qui étaient sauvagement agressés par leur victime et qu'ils n'ont fait que se défendre. Et il y a de fortes chances que la justice fasse semblant de les croire.

Sacrifier l'accessoire pour sauver l'essentiel

Lecornu fait mine d'avoir entendu la colère exprimée dans la rue et par la grève le 10 et le 18 septembre. Il a annoncé la suppression des « avantages à vie » des ministres. Montant : 4,5 millions d'euros par an.

Les aides publiques versées chaque année aux entreprises se montent à 211 milliards au bas mot. « L'optimisation fiscale » des ultra-riches c'est autour de 100 milliards.

Lecornu sacrifie les pièces jaunes pour les politiciens afin de préserver la fortune de leurs maîtres.

Gaza : rien à attendre de l'ONU

La reconnaissance de l'État palestinien par des pays occidentaux ne changera pas grand-chose. La semaine dernière, les États-Unis ont encore bloqué à l'ONU une résolution appelant au cessez-le-feu à Gaza. Trump laisse Netanyahu poursuivre son génocide car Israël est le meilleur allié de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

La vraie solidarité avec les Palestiniens passe par la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse du monde entier !

Le service national universel disparaît. Tant mieux !

Le service national universel (SNU) était supposé donner aux jeunes un avant-goût de l'armée, avec des journées qui débutaient par la « levée des couleurs » (drapeau et hymne national), alors que le port de l'uniforme était de rigueur. Devant le peu de succès rencontré par cette initiative auprès de la jeunesse (35 700 jeunes inscrits pour 66 000 places en 2025) et son coût (entre 80 et 100 millions d'euros par an), Lecornu a décidé d'y mettre fin. Mais Macron a d'ores et déjà promis qu'il voulait « *donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir au sein de nos armées* ». Le SNU disparaît, mais l'objectif de faire marcher la jeunesse au pas demeure. À bas l'armée !